



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/03/2026

Paris, 21 mars 2026 :

initiative du Parti révolutionnaire Communistes :

Réindustrialisation;

un combat de classe vital pour le changement de société

Débat sur la réindustrialisation : les points forts

Le 21 mars, au Maltais Rouge, le parti révolutionnaire Communistes a organisé un débat sur le thème : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société ". La participation, comme le contenu du débat en ont montré l'intérêt.

Le constat de la désindustrialisation est une évidence et les responsabilités des classes dirigeantes de la bourgeoisie monopoliste ont été soulignées par les intervenants.

Le point majeur ressorti du débat, c'est que la réindustrialisation sous la domination du capital monopoliste, intégré dans le marché capitaliste mondial n'est pas possible. Ceci d'autant plus vrai que les affrontements se font de plus en plus violents au sein du système impérialiste pour le contrôle des matières premières, des voies de communications et de la force de travail. Dans ces conditions, la polarisation de la puissance productive tend à se focaliser autour des blocs dominants ayant comme moteur la remontée des taux de profits et les conditions pérennes de l'accumulation du capital. Dans ces conditions, la lutte contre les fermetures d'entreprises ne peut pas en rester au constat et au *traitement social* des conséquences, sans que ne soit posé la question de la nécessité du combat anti capitaliste et anti impérialiste. En clair, la nécessité d'abattre le système capitaliste et de prise du pouvoir politique et économique par la classe produisant les richesses : celle des travailleurs.

C'est dans cet affrontement de classe et dans le niveau du rapport des forces que se pose la question cardinale et sa solution : quelle production pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs.

Nous reproduisons dans ce Communistes-Hebdo les interventions qui ont servi d'introduction au débat : celle de C. Girardin secrétaire nationale de Communistes et de T. Motta qui a coordonné la réalisation de la brochure ayant servi de support au débat.

Interventions C. Girardin secrétaire nationale de Communistes

Pourquoi cette initiative ?

Le Parti Révolutionnaire Communistes a pris l'initiative de ce débat sur : «*Réindustrialisation un combat de classe vital pour le changement de société*» au regard des enjeux fondamentaux qu'il représente. D'abord ce constat : la grande bourgeoisie française, comme force économique et politique dirigeante a fait le choix depuis longtemps de la désindustrialisation du pays. En 1968 plus d'un travailleur sur quatre était employé dans l'industrie, une proportion comparable à celle de l'Allemagne et des États-Unis. Dans les années 1970 la part de l'industrie dans le PIB était de 25%, aujourd'hui elle ne représente plus que 10% du PIB

Cette politique revendiquée voulant faire de la France un pays de service et de tourisme a conduit à un effondrement de nos capacités productives. Menée dans le cadre de l'Union Européenne, elle conduit à un **désastre social**, dévitalisé des régions entières. Les communes ayant connu les plus fortes baisses de l'emploi industriel font face à un chômage durablement plus élevé, à des revenus plus faibles, et à un isolement social accru.

Elle a affaibli notre présence dans les **échanges mondiaux**, en 2025, le déficit commercial français atteint 70 milliards d'euros, et pour la première fois sa balance commerciale agricole et agroalimentaire est négative.

Sur le **plan politique**, elle a contribué à affaiblir les organisations politiques et syndicales de lutte de classe permettant l'émergence et le développement de forces politiques tel le Front National devenu Rassemblement National donnant régulièrement des gages à la grande bourgeoisie afin d'assurer de la pérennité de son pouvoir politique. La lutte contre ce parti peut se mener uniquement sur le terrain politique en dénonçant ses impostures, montrant que c'est le meilleur allié du capital et le pire ennemi des travailleurs.

La situation internationale est marquée par la nouvelle dimension que prennent les guerres impérialistes. Toutes les puissances capitalistes formant le système impérialiste sont à des degrés divers impliquées dans des affrontements de plus en plus violents pour le contrôle des ressources, des voies de communication et de la force de travail. Comme en témoignent les guerres en Ukraine, en Afrique, les agressions contre l'Iran, le Venezuela, Cuba, le génocide contre le peuple palestinien.

La France, membre de l'OTAN et de l'UE, en s'alignant sur les États-Unis abandonne son indépendance et met notre peuple à la remorque de l'impérialisme dominant dans une montée vers la généralisation de la guerre. Cette tendance s'accompagne d'une hausse des dépenses militaires, d'une militarisation de la société et de restrictions des libertés publiques.

La réindustrialisation sur une base militariste, dont certains se plaisent à dire qu'elle peut renforcer nos capacités productives peut seulement conduire à une catastrophe, humaine et économique. On le voit donc, la question de réindustrialisation a bien un contenu de classe, elle ne peut pas être séparée du choix de société : celui de l'exploitation capitaliste ou celui du socialisme.

Le constat

Après la liquidation de nombreuses branches d'industrie ces dernières décennies, la désindustrialisation de la France continue. Elle fait l'objet d'une littérature abondante et de plus en plus d'articles de presse y sont consacrés. De ce point de vue le titre de l'article du journal patronal *Les Echos* du 10 décembre : "*La désindustrialisation s'accélère, 165 sites sur la sellette depuis septembre.*" illustre bien la gravité de la situation.

Tous les observateurs et analystes font le même constat sur fond d'une situation déjà profondément dégradée. La CGT pour sa part, recense dans l'industrie 483 PSE, soit 107.562 emplois menacés ou supprimés. Si l'on ajoute les emplois indirects et induits - sous-traitance, services, commerces environnants - 200.000 à 300.000 emplois seraient détruit en deux ans. Si tout le monde a en tête, la récente liquidation judiciaire de *Brandt* et ses 700 licenciements ou *Arcelor Mittal* avec des fermetures de sites, il faut y ajouter, qu'à bas bruit ce sont des centaines d'emplois qui, chaque semaine, disparaissent dans des petites et moyennes entreprises. Nous nous faisons l'écho de cette réalité chaque semaine dans notre résumé économique et social publié dans le *e-Communistes-Hebdo*.

Les causes majeures de la désindustrialisation

Si le constat de la désindustrialisation est largement partagé, les raisons profondes de cette situation restent largement masquées. On trouve en vrac : la concurrence déloyale et surtout chinoise, la politique de l'offre diminuant la demande, le coût de la force de travail trop élevé, des règles trop faciles pour les licenciements, les délocalisations vers les pays à bas coût. Si toutes ces causes méritent que l'on s'y arrête afin d'analyser voire les contester, les grands absents sont les politiques gouvernementales de *gauche* et/ou de *droite* comme réponses aux exigences du capital. A partir de 1980, Les grands groupes industriels ont pour objectif de maximiser la valeur pour l'actionnaire à court terme plutôt que de maintenir une activité productive à long terme. La priorité donnée aux profits rapides pour verser des dividendes aux actionnaires a profondément modifié les décisions d'investissement et détourné les entreprises des activités industrielles jugées trop lentes ou trop coûteuses. Les grandes entreprises capitalistes sont passées d'une logique de stratégie industrielle à une logique de « gestion de portefeuille » En 2025, le CAC 40 a versé 108 milliards d'euros aux actionnaires.

Les politiques industrielles ont été abandonnées au profit d'un capitalisme financiarisé réalisant des profits et de l'accumulation du capital, dans un contexte de crise systémique du système d'exploitation capitaliste au sein de l'impérialisme où les affrontements se développent et s'exacerbent.

Nous pointons bien là, l'essentiel : la responsabilité d'un système, le capitalisme et nous posons la question clairement, celle de sa capacité à répondre aux besoins des travailleurs et des peuples.

Le capitalisme au stade impérialiste obstacle à la réindustrialisation

Semaine après semaine, les affrontements au sein du système impérialiste se font plus aigus. Ils se traduisent par une multiplication de conflits de toute nature visant pour les puissances impérialistes à s'assurer le contrôle des matières premières, des voies de communication et de la force de travail. Les guerres et les agressions impérialistes se multiplient, guerres et agressions dont les peuples font les frais. Depuis trois semaines, l'Iran est l'objet d'une violente agression militaire menée par les États-Unis et son prolongement organique qu'est l'entité sioniste. Nous avons dénoncé vigoureusement cette agression et nous constatons que les plans états-uniens pour mettre à genoux l'Iran ne sont pas si simples qu'ils y paraissent tant la résistance à ce déchaînement de violence

militaire surprend leurs instigateurs et révèle des contradictions profondes au sein de l'impérialisme et tout particulièrement sur les questions énergétiques.

Cette agression a entraîné une montée en puissance des discours et des actes en justifiant la guerre et les politiques de réarmement se développant dans tous les pays du système impérialiste. La France, par la voix de son Président n'est pas absente de ce concert avec son alignement sur les agresseurs états-uniens et sionistes au nom du soutien aux pétro-monarchies du Golfe et de la libre circulation des marchandises. En déployant ses forces navales en Méditerranée et en mer Rouge, elle tente de gagner une petite place dans le partage final du butin de guerre !

Les conséquences immédiates de l'agression contre l'Iran et sa résistance se traduisent, pour le moment, essentiellement par une montée des prix du gaz et du pétrole puis percutent les stratégies mises en œuvre par les grandes puissances économiques lorsque l'accès aux sources d'énergie est vital pour leur développement économique. De ce point de vue, les pays européens ayant rompu, au moins partiellement, leurs relations dans ce domaine avec la Russie, et se trouvant aujourd'hui largement dépendants des ressources américaines sont frappés par l'augmentation de ces coûts, tandis que les pays asiatiques, très dépendants des ressources du Moyen-Orient sont particulièrement vulnérables à une crise des livraisons et de l'augmentation des prix. Dans ce domaine, comme dans les autres, au sein de l'impérialisme, ce qui compte ce ne sont ni les amitiés ni les inimitiés, ce sont les intérêts des grands monopoles. On voit ainsi des méthaniers et pétroliers changer de cap au gré des enchères des acheteurs, la Russie faire des offres alléchantes tandis que les États-Unis lèvent partiellement l'embargo sur les hydrocarbures russes et tout particulièrement en direction de l'Inde, et assouplissent certaines restrictions ciblant les ventes d'hydrocarbures russes afin de stabiliser le marché.

Cela n'empêche pas les idéologues du capital misant sur la guerre, le réarmement et la militarisation de la société de nous expliquer tous les bénéfices que l'on peut attendre de la politique d'armement qui serait la clé pour une réindustrialisation du pays et ouvrir une nouvelle période d'accumulation du capital et de redressement des taux de profits. L'expérience historique a malheureusement tranché dans l'autre sens. La crise des années 1930 a été *résolue* par une guerre mondiale amenant à des dizaines de millions de victimes, détruit une quantité importante de capital matériel et comme on le voit aujourd'hui, la logique de développement capitaliste nous met au seuil d'un nouvel affrontement.

Le réarmement, la militarisation de la société et la marche à la guerre ne sont pas faits pour réindustrialiser le pays et créer des richesses correspondant aux besoins des peuples, ils sont faits pour les détruire et faire perdurer le système d'exploitation capitaliste.

Encore un argument supplémentaire pour dire que la réindustrialisation est un enjeu de classe : celui de la marche à la guerre ou celui de la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme : une société socialiste de réponses aux besoins des travailleurs et des peuples.

Lutter dès maintenant en faveur d'une réindustrialisation au service des besoins humains, d'une coopération pacifique et de la paix

C'est pourquoi, la lutte contre le capitalisme et notre propre impérialisme doivent être au cœur de la lutte de classe.

Ouvrir une perspective de changement révolutionnaire de la société pose la question du parti révolutionnaire. De notre point de vue, il faut comprendre les ressorts profonds de cette crise de désindustrialisation et le faire d'un point de vue de classe. Cette démarche vise à armer notre classe, celle des travailleurs dans son combat quotidien contre les fermetures d'entreprises et les licenciements.

La **nationalisation** est un point essentiel de cette démarche.

Face aux intentions d'Arcelor Mittal de fermer des unités de production située sur le territoire, LFI a déposé une proposition de loi, visant à nationaliser Arcelor Mittal France « afin de préserver la souveraineté industrielle de la France ».

La CGT a renoncé à défendre la socialisation des moyens de production et ne fait plus partie de son projet de transformation sociale, elle a demandé la nationalisation d'entreprises en situation périlleuse. Il est compréhensible que les salariés voient dans cette solution une possible sauvegarde de leurs emplois et de leurs outils de production.

Dans l'état actuel des rapports de classe dans un contexte de droit de propriété intangible, consubstantiel à une économie capitaliste, un capitaliste planifie les fermetures de site de production et il n'est guère probable qu'il décide des équipements modernes et coûteux pour les unités de production condamnées à la fermeture. En revanche, il est probable qu'il condamne un site faute de rentabilité suffisante de son point de vue.

La question des nationalisations revient donc de nouveau à l'ordre du jour, mais il y a nationalisation et nationalisation, ce sont des mesures que prennent les États pour « protéger » les entreprises lorsque le capitalisme est en crise. Le but de ces nationalisations provisoires c'est de : « *socialiser les pertes, privatiser les bénéfices* »

comme profit ». Ce genre de nationalisation n'est pas celui que nous voulons. Nous sommes pour la socialisation des moyens de production et d'échange, seul moyen de changer de société.

Il existe beaucoup de confusions dans les termes indifféremment utilisés d'entreprises « nationalisées », « publiques » ou « étatisées ». La *gauche* parlementaire se garde bien de l'éclairer et pour cause elle a tout autant nationalisé « que privatisé », Lionel Jospin est le premier ministre ayant le plus privatisé. Aujourd'hui, la mode serait donc plutôt à la « nationalisation ».

Même si l'État détient 100% du capital d'une entreprise publique, elle n'est pas forcément une entreprise nationalisée. L'entreprise nationalisée appartient à la Nation et par conséquent toute opération la concernant nécessite une décision/avis du Parlement, une entreprise publique appartient à l'État pouvant s'en défaire à sa guise *via* l'APE.

En système capitaliste, une société anonyme, qu'elle soit privée ou publique, répond aux mêmes critères de gestion et doit rendre compte à ses actionnaires au sujet de la rentabilité de ses capitaux.

La nationalisation dans le système capitaliste, n'est pas facteur de changement fondamental de politique.

Changer fondamentalement de politique, avoir des nationalisations totalement au service du pays et du peuple, nécessite de prendre aux multinationales capitalistes, les moyens de production, d'échange, la finance, le pouvoir politique. Pour cela il faut mener la lutte politique clairement contre le capitalisme.

La nationalisation avec un appareil d'Etat soumis au capitalisme n'est pas le socialisme.

Notre démarche vise en même temps à créer les conditions, dans la lutte, d'une élévation de la conscience de classe et de l'organisation de la classe pour combattre le capitalisme jusqu'à l'abattre et créer les conditions de l'émergence d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Se pose donc la question du Parti Révolutionnaire.

Le 12 novembre 2024, notre Bureau national s'est exprimé à ce sujet. Dans cette déclaration nous avons souligné : *« A voir, l'engagement de la jeunesse au cours des actions et des manifestations en France et dans le monde pour le soutien à la lutte de libération nationale de la Palestine, aucun doute, une nouvelle génération de révolutionnaires est en train de naître et se développer. Notre Parti s'en félicite et encourage l'émergence de ce mouvement. Le faisant avec le souci d'apporter sa pierre à l'édifice de la construction d'un puissant mouvement politique sur des bases de classe et en se situant clairement dans la lutte anti-impérialiste ».*

Cette reconstruction en alliant la pratique révolutionnaire de lutte de classe et le travail idéologique ne peut uniquement se concevoir que sur la base d'un parti communiste dont l'organisation permettra la plus large discussion démocratique et le respect des décisions prises, c'est ce que l'on appelle le centralisme démocratique.

Notre IX^{ème} congrès rappelait ceci : " *Pour changer de politique, il faut arracher aux capitalistes les moyens économiques, financiers, prendre le pouvoir politique. La propriété des moyens de production et d'échange doit revenir au peuple et être gérée pour la satisfaction des besoins sociaux. Cela ne se fera pas seul, il faut des luttes sociales et politiques, il faut un parti révolutionnaire et une organisation syndicale de classe qui les organisent. C'est à ce travail que dès sa création s'est attelé notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES.*" , cela pose la question du rassemblement des communistes acquis à la nécessité d'un changement révolutionnaire de la société. Si ce dernier est une nécessité, sa construction, de notre point de vue passe par la recherche de pratiques communes dans la lutte de classe au quotidien, par la construction théorique s'appuyant sur une analyse des rapports sociaux et du capitalisme qui les engendre tels qu'ils sont aujourd'hui au plan national et international. C'est à ce travail que s'attache le Parti Révolutionnaire Communistes.

Paris le 21 mars 2026

Intervention de T. Motta

coordonnateur de la réalisation de la brochure ayant servi de support au débat.

A la fin des années 90, Je me souviens que nous étudions des signes inquiétants de désindustrialisation. En France notamment à partir de statistiques des effectifs dans l'industrie manufacturière. Aujourd'hui l'actualité serait en France à la réindustrialisation et en Allemagne à la lutte contre la désindustrialisation.

Il y aurait comme un soudain réveil face à ce phénomène de disparition de l'industrie dans l'horizon européen, alors que la doxa présentait la tertiarisation des activités économiques comme la marque du développement souhaitable. Il était même question d'une société post industrielle. Mais finalement, Il ne s'agissait, dans les esprits surtout, d'un changement de la composition sociale du monde du travail, la tertiarisation rimant avec le triomphe des classes moyennes.

Ainsi dans notre pays, l'usine et ses ouvriers disparaîtraient de notre horizon social.

Le livre « La France sous nos yeux » de Fourquet et Cassely donne une image glaçante de cet horizon.

La situation de nos industries, dont nous avons tracé un rapide historique de leur abandon dans la brochure, procède d'une décision mûrement réfléchie du capitalisme à base française. L'industrie française emploie 2

salariés hors frontière pour 3 dans l'Hexagone et pourtant le ratio italien serait plutôt de 1 pour 4 et l'allemand de 3 pour 8. L'industrie française n'a pas forcément disparu, elle est ailleurs. Le capitalisme n'a pas de patrie, mais un objectif : lui-même et sa reproduction, sociale et économique, par l'accumulation, autrement dit, veiller en permanence à dégager le profit maximum.

Aussi, le capital n'hésite pas à s'expatrier lorsqu'il peut disposer d'une quantité de travail moins onéreuse tel fut le cas, en particulier, lors de l'ouverture au marché des anciennes Républiques socialistes d'Europe centrale et orientale. Cette analyse serait taxée de caricaturale par certains, pour autant, le mouvement de mondialisation des échanges, de la division internationale des processus de production, de la libéralisation des mouvements des capitaux convergent bien vers l'objectif de valoriser au mieux le capital. Et si la population ouvrière a explosé dans le *sud global*, c'est bien l'effet de la course à l'accumulation dans des régions jugées propices par le capital.

En un sens, s'interroger sur la désindustrialisation sans analyser les stratégies du capital ne permettra pas de trouver une solution. Bien sûr, ses représentants se lamentent depuis des décennies au sujet du coût du travail, à les entendre, les cotisations sociales expliqueraient la désindustrialisation, Il existe même des petits patrons qui en accusent la CGT. Mais en creux, ces affirmations confirment l'analyse basée sur une approche marxiste.

Le patron d'Alcatel avait lancé l'idée de l'entreprise sans usine. Il s'agissait de séparer organiquement, d'un côté la conception et l'innovation en bureau d'études, de l'autre la fabrication. Dans cet imaginaire industriel, la plus-value se concentrait dans le domaine de la matière grise. De fait, ce modèle a été mis en œuvre par des entreprises de biens de consommation courante pour lesquelles le coût de fabrication représente une infime part du coût total, essentiellement concentré dans la conception et la promotion.

Dans le même ordre d'idées, au sommet de Lisbonne, les chefs de gouvernement de l'Union européenne ont décidé de développer une économie de croissance basée sur l'innovation et le savoir. 20 ans après, l'union européenne peine à suivre le rythme imposé par l'industrie chinoise. Bref, les gouvernements européens se sont persuadés de leur conte, ignorant superbement les effets de la financiarisation de l'économie occidentale qu'ils ont encouragée, se traduisant par une recherche de rentabilité à plus court terme et de circulation de capital accéléré. Ce type de rentabilité ne se réalise pas dans une usine européenne.

Aujourd'hui, paradoxalement, le président de la République française en appelle à l'investissement chinois en France, alors que les grandes entreprises à base française ont exporté leurs capitaux afin d'investir ailleurs.

Aujourd'hui, le réveil des anciennes puissances industrielles est douloureux : La Chine concentre près d'un tiers de la production manufacturière mondiale, tandis que L'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en représentent entre 15% à 17%. Les inquiétudes concernant l'industrie, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, ont trait à cette supériorité chinoise dans de nombreux secteurs stratégiques. Il s'agit là du véritable sous-bassement de la rivalité entre occidentaux et la Chine maîtrisant savoir et savoir-faire.

Le capitalisme à base occidentale bute sur une situation contradictoire : dans l'arbitrage mondial du travail, selon les termes de John Smith dans son livre *l'impérialisme au 21^e siècle*. Il a choisi de valoriser son capital industriel dans le sud où la main d'œuvre industrielle est passée en 40 ans entre 1950 et 1990 de 70 à 541 millions de personnes. La valeur produite au sud est transférée au nord dans laquelle elle est redistribuée, en particulier aux salariés du tertiaire du nord, du logisticien au directeur de supermarché.

Aujourd'hui, il est confronté à une rivalité chinoise mais aussi indienne et les conditions d'extraction de valeur ne sont plus aussi favorables avec une complexification des chaînes d'approvisionnement et donc de valeurs qui les rendent difficiles à maîtriser.

Si vous me permettez l'expression, la mondialisation paraît avoir moins de charme aux yeux du capital à base occidentale, ce qui explique, en partie, la politique douanière états-uniennes dont l'objectif premier est bel et bien de favoriser la réindustrialisation des États-Unis.

Surgit aussi peut-être, l'idée comme quoi la puissance du capital ne repose pas sur sa capacité à faire de l'argent avec de l'argent, jugée ironiquement par Marx, et que finalement tout ne peut pas reposer sur une montagne de dettes, une des pierres angulaires du PIB des États-Unis.

Pour autant, le retour au pays se fera aux conditions du capital. Par exemple, en France, le patronat et ses relais politiques fustigent depuis des lustres le modèle social issu de 1946 (du moins ce qu'il en reste) qui explique la délocalisation d'hier et empêche la réindustrialisation aujourd'hui. Mais en vérité, la préoccupation est de ne pas reconstruire des « bastions ouvriers » qu'ils se sont appliqués à démolir.

Dans l'actualité dernière, la Commission européenne et les chefs de gouvernement ont décidé de lancer un programme « made in Europe » destiné à revitaliser le tissu industriel de l'Union européenne. Cette urgence est sans doute liée aussi au programme d'armement butant peut-être sur quelque goulot d'étranglement industriel (plus d'accès à l'acier russe par exemple). En tout cas, à cette occasion, est apparue une querelle franco-allemande, car les autorités allemandes prônent plutôt un « made with Europe » certes les industriels allemands ont pris avec un léger retard le chemin de la délocalisation par rapport à leurs homologues français et ne voudraient pas être coupés dans leur élan...

Dans une perspective de changement de société, il paraît indispensable de réindustrialiser notre pays. Il s'agit bien de construire avec l'industrie une réelle souveraineté politique, ce qui n'empêche pas par ailleurs des coopérations. Cette perspective nécessite également en amont à penser à la formation et à la recherche, domaine aujourd'hui sacrifié ou plutôt géré en mode projet.

Un travail de pédagogie est nécessaire afin d'expliquer que le lien social, les services et même les nouvelles technologies de l'information ne vont pas remplacer « la marchandise ». L'industrie procure le sous-bassement matériel à toutes les activités humaines. C'est dire aussi le pouvoir potentiel de ceux qui œuvrent à cette mission essentielle. Aussi, la réindustrialisation déjà élargira cette base au niveau national. Ensuite, l'actualité serait de retravailler à la conscience de classes afin de pousser à une révolution sociale de sortie du capitalisme.

[© Copyright](#)